

Après la suppression de 100 000 lits depuis 1992, le projet de loi PST (patient, santé, territoire) et les nouvelles mesures d'économies pour 2008 annoncées par Nicolas Sarkozy, amplifient la guerre contre le système public de santé. C'est un vrai recul de civilisation qui est en marche.

Organisons la riposte!

Une attaque globale sur tout le territoire.

Toutes les régions de France sont concernées, pas un département n'est épargné. Le gouvernement accélère les fermetures, les regroupements et fusions d'établissements. C'est la disparition des maternités et des hôpitaux de proximité au profit d'usines à soins totalement déshumanisées où le malade devient une pathologie tarifée et où les conditions de travail sont de plus en plus insupportables. Pour la population cela se traduit par un accès aux soins plus difficile, plus coûteux et de moins en moins humain.

Une attaque préparée par un travail de sape.

Pour justifier son action, le gouvernement invoque le déficit des établissements publics de santé et des établissements privés non lucratifs. Pourtant ces déficits sont liés à la tarification à l'activité et au sous financement imposé depuis des années par les gouvernements successifs. Ces déficits cumulés atteignent aujourd'hui le milliard d'euro ce qui représente «potentiellement l'équivalent d'un plan social de près de 20 000 postes» selon la Fédération Hospitalière de France. Pour parachever cette destruction, un nouveau plan

d'économie de 500 millions d'euro est annoncé à charge des établissements lors du vote de la loi de financement de la sécurité sociale à l'automne.

Ces mesures d'économies accélèreront encore davantage :

- les fusions et le démantèlement de services,
- les difficultés d'accès aux établissements de soins,
- la privatisation des services logistiques et techniques,
- la dégradation des conditions de travail avec la remise en cause des acquis locaux et des accords RTT, les changements de plannings inopinés, les rappels abusifs à domicile, la précarisation des emplois par des embauches de contractuels en lieu et place de titulaires, L'usure professionnelle par l'intensification du travail et pression hiérarchique au nom de la compétitivité entre services et la remise en cause du statut et des conventions collectives.

La fédération Sud Santé Sociaux, inscrite depuis toujours dans la défense du système de santé public et l'accès aux soins pour tous:

- appelle tous les personnels des hôpitaux publics et privés non lucratifs à se mobiliser contre le démantèlement du service hospitalier et la dégradation des conditions de travail.
- appelle tous les professionnels à informer le public des dégradations et des menaces sur notre système de santé.

ENSEMBLE,

refusons un système de soins privatisé et concentré au détriment des conditions de travail, de la qualité des soins et d'une égalité sociale en matière d'accès aux soins!



Union
syndicale
Solidaires

Fédération Sud Santé-
Sociaux
"Solidaires - Unitaires -
Démocratiques"
70, rue Philippe de Girard
75018 PARIS
Tel : 01 40 33 85 00
Fax : 01 43 49 28 67
Site internet :
www.sud-sante.org

Paris, le 18 aout 2008



Accès aux soins! partout, et pour toutes et tous!!



Après la création du forfait hospitalier, les attaques contre les usagers ont continué avec la création des franchises médicales. Ces franchises s'ajoutent à l'augmentation des différents forfaits, de nouveaux déremboursements de médicaments et les dépassements d'honoraires de certains médecins. Aujourd'hui les ménages cotisent plus que les entreprises pour le financement de la sécurité sociale depuis le création de la CSG. Ces mesures créent des inégalités d'accès aux soins par l'argent. Demain, ces inégalités vont être accentuées avec la fermeture de services ou d'établissements décrétés non rentables, aboutissant à des déserts sanitaires dans les départements les moins peuplés ou les moins bien desservis. Il en coûtera bien sûr plus cher aux familles de ces régions sous équipées pour se soigner et soutenir leurs proches

lors des hospitalisations. Sur le plan sanitaire ce sera une inégalité accrue en matière de morbidité, déjà constatable là où les fermetures ont été réalisées pour les populations concernées.

Nous refusons ces orientations!

Face aux premières fermetures d'établissements des collectifs unitaires se sont mis en place prouvant, comme à Carhaix en Bretagne ce printemps, qu'il est possible de s'opposer au démantèlement.

La fédération Sud Santé Sociaux appelle les usagers, les élus, les personnels de santé, ainsi que toute association ou syndicat à s'organiser unitairement pour se joindre au mouvement initié par la coordination nationale des comités de défense des hôpitaux et maternités de proximité.

Voir les fermetures annoncées dans vos régions, les actions en cours et à venir sur leur site <http://www.coordination-nationale.org>

Contre le désert sanitaire et le démantèlement du système de santé public et privé non lucratif, pour l'accès aux soins pour toutes et tous, partout des collectifs doivent se créer pour soutenir et participer aux initiatives prévues.

Le 23 septembre, conférence de presse nationale des comités de défense le jour de la remise du projet de loi au conseil des ministres patient santé territoire par la ministre de la santé pour amorcer les mobilisations contre le projet de loi.

Du 24 septembre au 24 octobre «100 débats pour l'accès aux soins» organisés sur l'ensemble du territoire.

A partir du 11 octobre, mise en place d'action relais sur tout le territoire à partir des sites de fermeture déjà répertoriés pour aboutir à Luçon, Vendée, le 24 octobre.

Durant les mois d'octobre et de novembre les mobilisations et manifestations vont s'amplifier pour que les politiques tiennent enfin compte des vœux de la population en matière de santé et d'accès aux soins.

Ensemble, citoyens, usagers, professionnels préparons une mobilisation d'ampleur pendant la durée des débats parlementaires sur la loi de financement de la sécurité sociale et la loi «patient santé territoire» avec la perspective de manifestations nationales le jour du vote de ces lois.